

Antoine Basbous : « Le Hezbollah peut réussir son coup d'Etat »



Antoine Basbous.

tion 1559 de l'ONU n'avaient pas pu mener à bien, à savoir le désarmement du Hezbollah. Rien ne s'est passé comme prévu. A présent, la perspective de l'établissement d'un Etat de droit souverain au Liban s'éloigne. Le Liban est aujourd'hui le théâtre privilégié du conflit irano-américain sur le nucléaire, avec pour principal acteur la « Légion » du Hezbollah. Le pays est économiquement terrassé et le moral légendaire des Libanais est très atteint. Le « coup d'Etat » du Hezbollah a beaucoup de chances de réussir.

Cette hostilité des capitales arabes au Hezbollah est une surprise pour l'opinion occidentale. Vous défendez pourtant habituellement la thèse selon laquelle l'Arabie saoudite finance les djihadistes partout dans le monde...

Seulement s'ils sont sunnites. Or le Hezbollah est chiite. Les pays arabes, Riyad en tête, sont très inquiets des ambitions de l'Iran.

Mahmoud Ahmadinejad, l'actuel président iranien, manipule et agite les minorités chiites dans les pays arabes et tient un discours anti-Israélien si radical qu'il séduit même les sunnites pour les dresser contre leurs gouvernements, coupables d'être des amis de Washington. L'Iran finance le Hezbollah à hauteur de 500 à 800 millions de dollars par an, lui transmet via la Syrie les armes, les missiles, les drones qui lui permettent de tenir tête à Tsahal. On voit là l'instauration d'un croissant chiite, Iran-Syrie-Hezbollah (avec une croissance sunnite à travers le Hamas palestinien), qui passe aussi par l'Irak, pays majoritairement chiite et où la plupart des dirigeants actuels ont séjourné vingt-trois ans en exil à Téhéran et sont très liés au régime iranien.

Mais ces dirigeants irakiens doivent leur sécurité aux ennemis de Téhéran, les Américains !

Ce n'est pas un obstacle. Le double jeu n'est pas interdit. Il y a

plusieurs clans au pouvoir à Téhéran, et chacun a sa propre filiale en Irak, à la fois au pouvoir et dans la rébellion.

La perspective de l'établissement d'un Etat de droit souverain au Liban s'éloigne.

L'une des clefs du conflit se trouve en Syrie, qui est l'autre parrain du Hezbollah. Peut-on imaginer que Damas ait l'intelligence de plier, comme Kadhafi a su le faire pour son plus grand profit il y a deux ans ?

Le régime syrien vit en entretenant le chaos autour de lui. C'est sa raison d'être et son meilleur bouclier pour éviter d'avoir à rendre des comptes à sa propre population,

pour éviter de lâcher du lest, de libéraliser. Le régime, qui a perdu l'an dernier la manne de 4 milliards de dollars par an qu'il tirait de son occupation du Liban, ne peut exister que dans un environnement tordu, à l'abri d'idéologies factices. Damas table sur le départ prochain de Jacques Chirac, de George Bush, sur l'échec du projet américain en Irak. Son calcul peut être payant, regardez déjà la commission d'enquête sur le meurtre l'an dernier du Premier ministre libanais Rafic Hariri, qui aurait pu établir les responsabilités syriennes : elle a dû se replier sur Chypre. La perspective de créer le Tribunal international pour juger les coupables dans l'assassinat de Hariri s'éloigne.

Qu'est-ce qui, aujourd'hui, vous permettrait d'espérer un retour à l'équilibre du Liban ?

Rien.

PROPOS RECUEILLIS
PAR YVES BOURDILLON

Le mouvement terroriste au cœur des contradictions de l'islam du Proche-Orient

Le Hezbollah est financé tout à la fois par la Syrie sunnite et par l'Iran chiite. Deux courants de l'islam pourtant antagonistes.

Le « phénomène » Hezbollah est le résultat d'une accumulation de paradoxes. D'abord parce que, dans la galaxie des mouvements terroristes, ce mouvement est sans doute le seul à être tout à la fois une organisation de guérilla (qui à l'inverse d'un réseau terroriste « assume » un territoire les armes à la main) et un animateur d'œuvres sociales (sanitaires, « éducatives », etc.) employant plusieurs dizaines de milliers de personnes. Une activité d'où il tire

d'ailleurs une partie de son soutien populaire dans la communauté chiite du Liban.

Inimitié

Le caractère quelque peu aberrant du Hezbollah tient aussi au fait que cette organisation chiite est soutenue et financée par la Syrie qui est, elle, peuplée à 85 % de sunnites ! De quoi surprendre quand on sait le fossé profond, pour ne pas dire parfois l'inimitié, qui sépare ces deux courants principaux de l'islam depuis quatorze siècles.

L'islam s'est en effet fracturé en deux blocs après la mort du prophète Mahomet en raison d'une farouche bataille de succession.

D'un côté les chiites, alors partisans d'Ali – gendre et cousin de Mahomet – puis de Hussein – trahi et tué lors de la bataille de Kerbala en 680. De l'autre, les sunnites, fidèles à la dynastie des Omeyyades. Cette division de la communauté des croyants est vécue douloureusement depuis lors et a donné naissance, notamment, au mythe central du martyr (shahid) chez les chiites. Ces derniers, qui représentent environ 10 % des quelque 1,2 milliard de musulmans recensés dans le monde, commémorent chaque année la mort de Hussein lors de la fête de l'Ashura, où certains se flagellent de manière spectaculaire en signe de culpabilité. A

l'inverse, nombre de sunnites, qui représentent 85 % des musulmans de la planète, considèrent les chiites comme de faux musulmans, des incroyants... En théorie, toute alliance politique et militaire entre chiites et sunnites (qui ont au demeurant des divergences doctrinales relativement mineures, portant surtout sur le culte ou non des saints, comparables à celles séparant catholiques et orthodoxes à propos de la nature exacte du Saint-Esprit) est fort improbable. Mais le principe de réalité conduit souvent à surmonter ce conflit. Dans nombre de régimes musulmans laïcs, l'appartenance au chiisme ou au sunnisme importe peu. Au sein

des organisations terroristes, des passerelles existent. Par exemple, un des principaux doctrinaires d'Al-Qaïda, Abu Mus'ab al-Suri, a, il y a quelques années, appelé à une « union sacrée » entre chiites et sunnites.

« Outil de déstabilisation »

En outre, le Hezbollah n'est pas tant soutenu par un pays – la Syrie – que par le régime de Damas, dont l'un des piliers, aux côtés de l'armée et du parti Baas, est la minorité alaouite, dérivée du chiisme. Le président syrien actuel, Bachar Al-Assad, est alaouite. Enfin, le Hezbollah est – ce qui se comprend aisément – soutenu et

financé par Téhéran tout autant, sinon plus, que par Damas. L'Iran est en effet (avec l'Irak et Bahreïn) l'un des seuls pays musulmans majoritairement chiite, à plus de 90 %. Le Hezbollah est donc bien l'un des « outils de déstabilisation » extérieurs d'un régime chiite iranien qui, sous l'égide de l'ayatollah Khomeiny, s'était lancé jadis dans un programme de prosélytisme révolutionnaire. Et, aujourd'hui, Téhéran teste ses adversaires à travers le Hezbollah et utilise sans scrupule le conflit libanais pour avancer ses pions dans le sulfureux dossier de son programme nucléaire.

Y. B.